

NOUVEAU

RdL

La Revue des Livres

revuedeslivres.fr
n° 003

Janvier
Février
2012

« NOUS ASSISTONS À
L'ÉCROULEMENT D'UN MONDE,
DES FORCES IMMENSES SONT
SUR LE POINT D'ÊTRE DÉCHAÎNÉES »

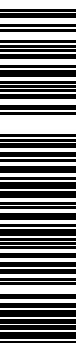
Entretien exclusif avec **Frédéric Lordon** sur la crise de la dette

Également dans ce numéro : **Le climat de l'histoire** • **L'avenir des communs selon David Harvey** • **Politique des zombies** • **Woody Guthrie** • **Les dix commandements de Mike Davis**



EAN 978235480038
BEL : 6,50€ - DOM/S : 6,50€ -
CH : 9,40€ - CAN : 9,25\$CAD - MAR : 67 MAD

L 16219 - 3 - F - 5,90 € - RD



Directeur de publication

Jérôme Vidal

Coordination éditoriale

Jérôme Vidal

Secrétariat de rédaction

Fabienne Chamelot

Collectif éditorial

François Athané, Sarah Benabou, Aurélien Blanchard, Félix Boggio Éwanjé-Épée, Christophe Bonneuil, Marion Duval, Clémence Garrot, Oury Goldman, Joséphine Gross, Thomas Hippler, Laurent Jeanpierre, Razmig Keucheyan, Stéphane Lavignotte, Laurent Lévy, Alexandre Mouawad, Charlotte Nordmann, Germinal Pinalie, Hélène Quiniou, Alice Le Roy, Julien Théry, Jérôme Vidal, Julien Vincent, et Najate Zougari

Conception graphique et mise en page

Élie Colistro, Arnaud Crassat,

Alexandre Mouawad et Scott Pennor's.

Contact: bmouvement@hotmail.com

Rédaction

info@revuedeslivres.fr

01 45 41 23 33

Inscription à la lettre d'information

électronique

liste@revuedeslivres.fr

Abonnements RdL

31 rue Paul Fort, 75014 Paris

abos@revuedeslivres.fr

01 45 41 23 33

Communication et relations presse

Germinal Pinalie

germinalpinalie@revuedeslivres.fr

06 64 78 37 92

Publicité

pub@revuedeslivres.fr

Diffusion et distribution en librairie

Belles Lettres Diffusion Distribution

www.blld.fr

Conseil distribution-diffusion / ventes en ligne

KD Presse

www.kdpresse.com

14 rue des messageries, 75010 Paris

Tel: 01 42 46 02 20

Si vous voulez que votre marchand de journaux le plus proche soit approvisionné régulièrement en exemplaires de la *RdL* appelez le 01 42 46 02 20 ou envoyez un courriel à contact@kdpresse.com

Impression

Drukkerij Moderna

Schoebroekstraat 50

B-3583 Paal-Beringen

Belgique

N° Commission paritaire: 116 K 91129

N° ISSN: 2118-5700

Dépôt légal:

janvier 2012

Remerciements

Aurélien Blanchard, Jim Cohen, Thomas Coutrot, Emmanuel Delgado Hoch (Syllepse), Cédric Durand, Les Économistes atterrés, les Empêcheurs de tourner en rond, Julienne Flory (La Découverte), Nicolas Haeringer (*Mouvements*), Hossein et Lola (Le Lieu-Dit), Christophe Jacquet, La Fabrique, Caroline Martin, Marie-Laure Namont, Éric Namont et Angeline Nsundi (KD Presse), Christophe Pany (Seven 7), *The Rag Blog*, *Radical History Review*, Mathilde Vidal, les camarades de La Poste Paris-Brune.

SOMMAIRE

■ FRÉDÉRIC LORDON,

«**Nous assistons à l'écroulement d'un monde, des forces immenses sont sur le point d'être déchaînées**» entretien p. 02

■ VÉRONIQUE DUBARRY ET STÉPHANE LAVIGNOTTE,

Résister n'est pas créer. Pour une analyse théologico-politique de *Walking Dead* – à propos de Robert Kirkman, Tony Moore et Charlie Adlard, *Walking Dead* p. 20

■ JULIEN VINCENT,

Le climat de l'histoire et l'histoire du climat – à propos de Dipesh Chakrabarty, «Le Climat de l'histoire: quatre thèses»; et Emmanuel Garnier, *Les Dérangements du temps. 500 ans de chaud et de froid en Europe* p. 28

■ DAVID HARVEY, trad. A. Blanchard,

Quel avenir pour les communs? p. 36

■ LAURENT LÉVY,

Le centenaire d'une autre Amérique: Woody Guthrie, 1912-2012 – à propos de Joe Klein, *Woody Guthrie, A life*; Ed Cray, *Ramblin' Man, The Life and Times of Woody Guthrie*; Robert Santelli et Emily Davidson (dir.), *Hard Travelin': The Life and Legacy of Woody Guthrie*; et Will Kaufman, *Woody Guthrie, American Radical* p. 44

■ MICHEL KAIL,

Sartre, un «socialiste révolutionnaire» – à propos de Ian H. Birchall, *Sartre et l'extrême gauche française. Cinquante ans de relations tumultueuses* p. 50

■ PASCALE CASANOVA,

Saint Georges et le dragon. Rejeter la langue coloniale – à propos de Ngũgĩ wa Thiong'o, *Décoloniser l'esprit* p. 56

Le portrait

■ EMMANUEL DELGADO HOCH ET FÉLIX BOGGIO ÉWANJÉ-ÉPÉE, **Anibal Quijano et la colonialité du pouvoir** p. 60

Géographie de la critique

■ AURÉLIE LEROY, **Le travail des enfants: les enjeux d'une controverse** p. 64

Le point sur

■ CHRISTOPHE BONNEUIL, **Sciences: le sacre du citoyen?** p. 68

Expérimentations politiques

■ MIKE DAVIS, trad. A. Blanchard **Les Dix Commandements du parfait militant** p. 77

À lire également sur www.revuedeslivres.fr

■ FRÉDÉRIC LORDON,

«**Nous assistons à l'écroulement d'un monde**» Suite de l'entretien de ce numéro

■ RAPHAËL KEMPE,

Les Tunisiens doivent-ils payer les dettes de Ben Ali?

■ DIPESH CHAKRABARTY,

- De la civilisation à la globalisation: l'«Ouest» comme signifiant pivot dans la modernité indienne Conférence du 12 décembre 2010 au *Shanghai Art Museum*
- Le climat de l'histoire: quatre thèses Article publié dans *La Revue internationale des livres et des idées* (n° 15, 2010), trad. C. Nordmann

■ IAN BIRCHALL,

Le bilan de l'œuvre politique de Sartre Extrait de Ian H. Birchall, *Sartre et l'extrême gauche française. Cinquante ans de relations tumultueuses* (La Fabrique, 2011)

■ SYLVAIN PRUDHOMME,

Présentation de Ngũgĩ wa Thiong'o Extrait de Ngũgĩ wa Thiong'o, *Décoloniser l'esprit* (La Fabrique, 2011)

■ GUY DREUX,

Peut-on critiquer l'école sans analyser ses mutations? Réponse à Charlotte Nordmann – à propos de Charlotte Nordmann, «Peut-on défendre l'école sans la critiquer?» (*RdL* n° 2)

Iconographie: Égypte, révolution 2.0 par Xavier Malafosse

Xavier Malafosse est né en 1978 et vit entre Montpellier et Casablanca. Historien et géographe de formation, arabisant, il s'intéresse aux questions environnementales et sociales et à la problématique des risques. Ses terrains de prédilection sont la Méditerranée et le monde arabo-musulman. Il collabore depuis 2010 avec l'agence Wostok Press (www.wostokpress.com).

Cette série de photographies a été réalisée entre les 23 et 27 novembre 2011 au Caire, principalement place Tahrir et rue Mohammed Mahmoud, où se sont focalisés les combats entre manifestants et policiers. La contestation et les émeutes sont nées du désir de voir les militaires céder le pouvoir aux civils plus rapidement. Les affrontements ont fait des dizaines de morts et des centaines de blessés, dont une grande partie par balle ou par asphyxie, les gaz employés par les policiers étant interdits même pour un usage militaire par la Convention de Genève. (La photographie de la partie supérieure de la p. 74 représente Bouthaina Kamel, journaliste et candidate à l'élection présidentielle égyptienne de 2012, et son mari.)

www.xaviermalafosse.fr

La RdL n° 4 sera en kiosque le jeudi 1^{er} mars 2012 et en librairie le vendredi 16 mars 2012.



« NOUS ASSISTONS À L'ÉCROULEMENT D'UN MONDE, DES FORCES IMMENSES SONT SUR LE POINT D'ÊTRE DÉCHAÎNÉES »

ENTRETIEN AVEC **FRÉDÉRIC LORDON***

Dans ce grand entretien, Frédéric Lordon nous livre ses commentaires et analyses de la crise économique actuelle et de ses origines. Avec un ton incisif et un regard acerbe, il revient sur les causes et effets de la crise elle-même, mais commente également le traitement de l'économie par les médias, la place de l'économie au sein de l'institution universitaire, et l'éventuelle sortie de l'euro. Sonnant le glas du projet néolibéral, l'actualité est, nous dit-il, une occasion unique de changements profonds : un monde s'écroule sous nos yeux.

* **Frédéric Lordon** est économiste. Il est directeur de recherche au CNRS et chercheur au Centre de sociologie européenne (CSE). Ses derniers ouvrages parus sont *D'un retournement l'autre. Comédie sérieuse sur la crise financière. En quatre actes, et en alexandrins* (Seuil, 2011), *Capitalisme, désir et servitude. Marx et Spinoza* (La Fabrique, 2010) et *L'Intérêt souverain. Essai d'anthropologie économique* (La Découverte, 2011)

RdL : *Que se passe-t-il ? Qu'est-ce qui est en train d'arriver sous nos yeux, depuis au moins une trentaine d'années, depuis 2008, depuis quelques mois, ces dernières semaines ?*

Frédéric Lordon : C'est une leçon de choses historiques. Ouvrons bien les yeux, on n'a pas souvent l'occasion d'en voir de pareilles. Nous assistons à l'écroulement d'un monde et ça va faire du gravât. L'histoire économique, en tout cas celle qui a fait le choix de ne pas être totalement bornée – je veux parler d'auteurs comme Kindleberger, Minsky ou Galbraith – a depuis longtemps médité l'effrayant pouvoir de destruction de la finance libéralisée. Il fallait de puissants intérêts – très évidemment constitués – à la cécité historique pour remettre sur les rails ce train de la finance qui a déjà causé tant de désastres ; en France, comme on sait, c'est la gauche de gouvernement qui s'en est chargée. De sorte que, à la lumière de ces leçons de l'histoire, on pouvait dès le premier moment de la dérégulation financière annoncer la perspective d'une immense catastrophe, et ce sans pourtant savoir ni où, ni quand, ni comment exactement elle allait se produire. La catastrophe en question aura pris vingt ans pour survenir, mais voilà, nous y sommes. Notons tout de même qu'un scénario que certains avaient envisagé d'assez longue date considérait l'hypothèse de la succession de crises financières sérieuses, rattrapées mais, aucune des contradictions fondamentales de la finance de marché n'étant résolues, enchaînées selon un ordre de gravité croissante, jusqu'à la *big one*. Sous ce rapport, la première crise de la série n'aura pas pris un an pour se manifester puisque le grand krach boursier se produit en 1987... après le *big bang* de 1986. Puis elles se sont succédé à intervalle moyen

de trois ans. Et nous voilà en 2007. 2007, n'est-ce pas, et pas 2010. Car le discours libéral n'a rien de plus pressé que de nous faire avaler l'idée d'une crise des dettes publiques tout à fait autonome, européenne dans son principe, et imputable à une fatalité d'essence de l'État impécunieux. Or le fait générateur est bien la crise de la finance *privée*, déclenchée aux *États-Unis*, expression d'ailleurs typique des contradictions de ce qu'on pourrait appeler, pour faire simple, le capitalisme de basse pression salariale, dans lequel la double contrainte de la rentabilité actionnariale et de la concurrence libre-échangiste voue la rémunération du travail à une compression continue et ne laisse d'autre solution à la solvabilisation de la demande finale que le surendettement des ménages. C'est cette configuration qui explose dans le segment particulier des crédits hypothécaires [plus connus sous le nom de *subprimes*] et qui va, en un an, déstabiliser tout le système financier étasunien, puis, interconnexions bancaires obligent, européen, jusqu'au moment Lehman. Là, on est au bord de l'effondrement total et il faut sauver les banques. Je dis « il faut sauver les banques », car la ruine complète du système bancaire nous ramène en cinq jours à l'équivalent économique de l'état de nature. Mais il ne s'agit pas de le sauver et puis rien ! Or c'est ce que font tous les gouvernements, en se contentant à partir de 2009 d'annoncer des projets de re-régulation où le ton martial le dispute à l'innocuité. Trois ans plus tard, la re-régulation financière n'a pas quitté le stade velléitaire – ce qui est tout à fait regrettable car le système bancaire est encore plus vulnérable qu'en 2007, alors que point une crise d'un format très supérieur... Entre-temps, les banquiers remis à flot jurent ne plus rien devoir à la société sous

LES RENCONTRES DE LA RDL

LA « DÉ-DÉMOCRATISATION » NÉOLIBÉRALE, LA « CRISE » DE LA DETTE, L'EUROPE ET LE PRINCIPE DE SOUVERAINETÉ

Le lundi 23 janvier 2012, à 19 heures
au Lieu-Dit, 6 rue Sorbier, à Paris
(M° Ménilmontant)

Rencontre avec Frédéric Lordon

autour de

« Nous assistons à l'écroulement d'un monde, des forces immenses sont sur le point d'être déchaînées » entretien exclusif publié dans *RdL, La Revue des Livres* (n° 3, janv.-fév. 2012)

et de

La Crise de trop. Reconstruction d'un monde failli (Fayard)

Capitalisme, désir et servitude. Marx et Spinoza (La Fabrique)

D'un retournement l'autre. Comédie sérieuse sur la crise financière

En quatre actes, et en alexandrins (Seuil)

L'Intérêt souverain. Essai d'anthropologie économique (La Découverte)

« On peut, et c'est mon cas, trouver préférables les projets de dépassement des actuelles nations puisque, *sous les bons agencements institutionnels*, ils augmentent les puissances individuelles et étendent les chances de paix. Mais s'il n'y a à choisir qu'entre, d'une part des agencements générateurs de violence économique et négateurs de la souveraineté politique, et d'autre part les solutions nationales, alors pour ma part je n'hésite pas un seul instant. Et tout ceci à la condition de voir au moins que les entreprises de « dépassement » ne sont finalement jamais que des projets de reconstruction de nation mais

à une échelle étendue. Pour peu qu'on se soit donné comme boussole absolue le principe de souveraineté, c'est-à-dire avoir admis sa *clôture* intrinsèque, on peut nommer nation tout ensemble se proposant de le déployer et, partant, mieux se faire à l'idée que la « nation » ainsi redéfinie est un principe indépassable, même s'il est toujours possible à ceux qui en ont le loisir d'en penser le point asymptotique : la nation-monde – mais alors à la condition de ne plus prétendre faire de la politique dans la conjoncture présente. » (Frédéric Lordon in *RdL, La Revue des Livres*, n° 3, janv.-fév. 2012)

LE SÉMINAIRE DE LECTURE DE LA RDL

LE TEMPS DES ÉMEUTES

Le collectif éditorial de la *RdL* invite les lecteurs de la revue à participer à la prochaine séance de son séminaire de lecture, consacrée à

Alain Badiou

Le Réveil de l'histoire. Circonstances 6 (Lignes)

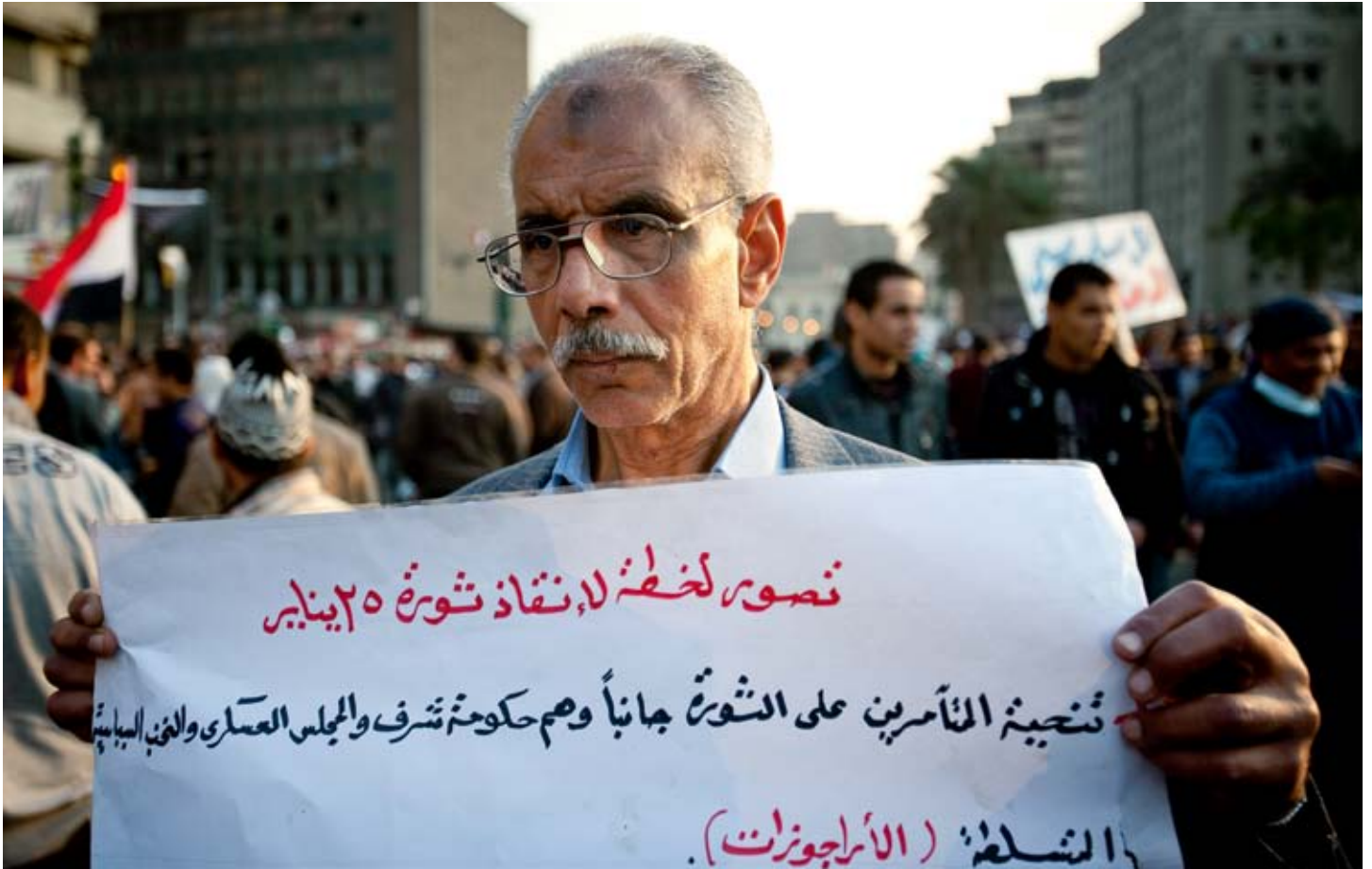
le mardi 7 février 2012, à 19 heures
au Lieu-Dit, 6 rue Sorbier, à Paris
(M° Ménilmontant)

« Dans ce sixième volume de la série « Circonstances », Alain Badiou examine en philosophe les derniers bouleversements du monde : révolutions arabes (Tunisie, Égypte), révoltes européennes (Espagne, Grande-Bretagne) et crise financière généralisée. C'est pour lui l'occasion de mettre à l'épreuve ses théories de l'événement et de l'Idée

communiste. Prenant le contre-pied du motif de la fin de l'Histoire qui a accompagné la chute du mur de Berlin, Alain Badiou réaffirme le caractère toujours neuf et enthousiasmant de la volonté d'émancipation dont témoigne exemplairement l'actuel « temps des émeutes ». (Présentation de l'éditeur.)

Cette séance sera pour nous l'occasion de revenir sur les révoltes récentes et de nous interroger sur la prise intellectuelle et politique que les thèses d'Alain Badiou permettent, ou pas, d'avoir sur la situation contemporaine.

(Le séminaire de lecture de la *RdL* réunit les membres du collectif éditorial de la revue et ses lecteurs pour un échange de vues autour de courts essais qui constituent des contributions d'importance aux débats contemporains.)



RÉSISTER N'EST PAS CRÉER POUR UNE ANALYSE THÉOLOGICO-POLITIQUE DE *WALKING DEAD*

À PROPOS DE

Robert Kirkman, Tony Moore et Charlie Adlard, *Walking Dead*, trad. E. Tourriol, tomes 1 à 14, Paris, Delcourt, 2007-2011, 13,50 €.

* Véronique Dubarry, est adjointe écologiste au Maire de Paris, en charge des personnes en situation de handicap, élue du 10^e arrondissement de Paris.

** Stéphane Lavignotte, ancien journaliste, est pasteur de la Mission populaire de La Maison Verte (Paris 18^e), membre de la coordination du Christianisme social et militant écologiste. Il est membre du collectif éditorial de la *RdL*. Dernier ouvrage paru : *La Décroissance est-elle souhaitable?* (Textuel, 2008).

Le succès de la série de bande dessinée *Walking Dead* et la place de plus en plus grande que prennent les fictions mettant en scène des zombies dans un univers post-apocalyptique sont très certainement le signe d'une inquiétude grandissante face aux évolutions catastrophiques de notre époque. Mais n'est-il pas également possible de rendre compte de ce succès en lisant cette série comme la mise en scène d'une expérimentation politique, comme la mise au jour des tensions et des contradictions dont est porteuse la double injonction qui nous est faite d'à la fois créer et résister? Par **VÉRONIQUE DUBARRY*** & **STÉPHANE LAVIGNOTTE****

La parution de la série *The Walking Dead*, chez l'éditeur de *comics* étasunien Image Comics, débute en 2003. Cette série, créée par Robert Kirkman (scénariste) et Tony Moore (dessinateur) puis Charlie Adlard (dessinateur), est adaptée pour la télévision en octobre 2010. Elle est d'abord diffusée sur la chaîne américaine AMC et l'année suivante en France sur les chaînes d'Orange¹. Le succès de cette série² illustre la place prise depuis trente ans par le thème de la fin du monde dans la science-fiction, le cinéma et la littérature populaire (romans et bandes dessinées) : si l'on regarde une liste de 340 films post-apocalyptiques tournés depuis 1926, 261 l'ont été dans les trente dernières années, dont 112 dans la décennie 1980, 49 dans la décennie 1990 et 106 depuis dix ans³. On voit ainsi réapparaître au début du troisième

peu d'importance ; c'est le cas de *Walking Dead*. L'enjeu ne semble plus seulement, comme dans les années 1960 à 1990, d'alerter le public sur des dérèglements qui leur sont contemporains pour éventuellement provoquer une prise de conscience et des changements politiques avant qu'il ne soit trop tard – version populaire du « catastrophisme éclairé » de Jean-Pierre Dupuy ou de « l'heuristique de la peur » de Hans Jonas. Dans *Walking Dead* ou le film *The Postman* (1997), les héros sont déjà dans l'après de la catastrophe : on y voit les ressorts que développent les personnages pour y survivre, leur difficulté à changer, à s'adapter aux changements nécessaires dans ce nouveau monde. Le sujet n'est pas seulement l'angoisse de la catastrophe qui vient. Le public n'est pas seulement invité à changer son mode de vie, ou la politique

Ces œuvres semblent être le reflet de l'angoisse des contemporains pressés de toute part depuis trente ans de changer, dans des sens contradictoires.

millénaire un genre fort répandu lors du premier : la littérature apocalyptique. En période de changement radical de civilisation, cette littérature est un reflet grâce auquel les sociétés peuvent imaginer leur propre évolution. Face aux changements de civilisation dans lesquels les habitants de la planète sont engagés, notamment face aux enjeux environnementaux, que donne à penser cette littérature pour aujourd'hui ? Ne pointe-t-elle pas que, contrairement à une thématique courante dans les mouvements sociaux, résister n'est pas créer et qu'il y a antinomie entre *survivre* et *revivre* ?

L'angoisse du changement

Si chaque époque traduit dans les œuvres apocalyptiques de son temps les angoisses du moment – guerre atomique mondiale dans l'après-guerre, crise écologique dans les années 1980, etc. (voir encadré) –, ce qui frappe particulièrement depuis les années 2000, c'est le nombre croissant de films, romans ou bandes dessinées où l'origine de la catastrophe n'est soit pas connue, soit de

des nations pour éviter la catastrophe. Ces œuvres semblent être le reflet de l'angoisse des contemporains pressés de toute part depuis trente ans de changer, dans des sens contradictoires : s'adapter à la nouvelle donne ultra-flexible du néolibéralisme, aux conversions de modes de vie, de structures et de valeurs qu'impose la crise écologique, aux mises en cause des dominations traditionnelles (blanche, mâle, bourgeoise, hétérosexuelle...), etc. Ces films n'expriment-ils pas finalement davantage l'angoisse face au changement lui-même (et aux contradictions individuelles et collectives que soulèvent ces changements) que face à la catastrophe ?

Les Apocalypses juives et chrétiennes évoquaient déjà en leurs temps, sous la forme de récits futuristes et fantastiques, ces questions pour des peuples qui devaient redéfinir leur identité en période de crise : les invasions de l'Israël du Nord par les Assyriens en -722, la chute de Jérusalem et la déportation des Hébreux en Babylonie en -587, ou, bien plus tard, la difficulté de la minorité chrétienne à survivre en milieu hostile alors que les premières répressions

LE CLIMAT DE L'HISTOIRE ET L'HISTOIRE DU CLIMAT: À PROPOS DES « QUATRE THÈSES » DE DIPESH CHAKRABARTY

À PROPOS DE

Dipesh Chakrabarty, « Le Climat de l'histoire : quatre thèses », trad. C. Nordmann, in *La Revue internationale des livres et des idées*, 2010, n° 15, p. 22-31.

Emmanuel Garnier, *Les Dérangements du temps. 500 ans de chaud et de froid en Europe*, Paris, Plon, 2010, 244 p., 22 €.

* **Julien Vincent** est historien, membre du comité de rédaction de la *RdL*. Il a récemment édité, avec Christophe Charle, *La Société civile. Savoirs, enjeux et acteurs en France et en Grande-Bretagne, 1780-1914* (PUR, 2011).

Dans « Le climat de l'histoire : quatre thèses », un texte qui a fait date, publié en 2010 dans *Critical Inquiry* puis dans *La Revue internationale des livres et des idées*, Dipesh Chakrabarty tirait les conséquences pour la discipline historique de l'entrée de l'humanité dans l'Anthropocène, nouvelle ère dont l'avènement se caractériserait par la transformation de l'espèce humaine en « force géologique ». Pour Julien Vincent, le point de vue développé par Chakrabarty omet d'historiciser nos conceptions et nos représentations du climat et ignore les développements les plus récents et les plus féconds de l'histoire du climat. Par **JULIEN VINCENT***

Comment écrire l'histoire à l'ère du réchauffement climatique global (RCG) ? Parmi les voix diverses qui ont émergé pour s'emparer de cette question, celle de l'historien Dipesh Chakrabarty se distingue par l'ampleur et la radicalité de son propos. Dans quatre thèses sur ce qu'il appelle le nouveau « climat de l'histoire », il propose aux historiens et historiennes un ambitieux programme destiné à rénover leur discipline en profondeur. Parce que nous ne pouvons plus imaginer l'avenir avec le même optimisme qu'autrefois, explique-t-il, notre vision du passé doit elle aussi changer. Les historiens doivent tirer toutes les conséquences du fait que nous sommes entrés dans l'« Anthropocène ». Ce néologisme, proposé notamment par le prix Nobel de chimie Paul Crutzen, désigne la période de l'histoire de la terre la plus récente, qui commence vers la deuxième moitié du XVIII^e siècle avec la Révolution industrielle et au cours de laquelle l'espèce humaine est devenue une force *géologique* majeure, agissant sur le climat global. Examinons d'abord ses quatre thèses.

Afin de comprendre les origines de l'entrée dans l'Anthropocène – c'est la première thèse – nous devons abandonner la distinction « humaniste » traditionnelle entre l'histoire humaine et l'histoire naturelle. S'il est difficile de dater précisément les origines de cette distinction, elle est selon D. Chakrabarty devenue de sens commun et ne fut jamais sérieusement remise en cause au cours du XX^e siècle. Deuxième thèse : écrire l'histoire de l'Anthropocène doit également nous conduire à réviser profondément les histoires existantes de la modernité. Depuis 1750, celles-ci n'ont en effet « *jamais intégré la moindre conscience de la puissance d'agir géologique que les hommes étaient en train d'acquérir au même moment* ». Troisième thèse : « *l'hypothèse géologique de l'Anthropocène nous contraint à faire dialoguer les histoires mondiales du capital avec l'histoire des êtres humains comme espèce* ». Il ne s'agit donc pas de tourner le dos aux histoires économiques, sociales et culturelles du capitalisme

globalisé, puisque, en mettant au jour les aliénations de la modernité, celles-ci font œuvre émancipatrice. Cependant, elles sont incapables d'envisager les paramètres naturels de l'histoire humaine qu'a mis au jour le RCG, ni d'envisager ce dernier autrement que comme une crise de management capitaliste. Alors que l'histoire de la mondialisation dévoile l'impossibilité de concevoir une modernité unique, et insiste au contraire sur la diversité sociale, économique et culturelle des modernités, la notion d'Anthropocène nous impose de réintroduire de l'unité biologique en faisant de l'espèce humaine le personnage central de l'histoire. Pour cela, les historiens doivent dépasser leurs préjugés disciplinaires et envisager l'histoire longue des formes de vie humaine sur la terre. Quatrième thèse : la nouvelle histoire de l'Anthropocène doit prendre acte des limites d'une histoire centrée sur la compréhension de l'expérience des acteurs. Faire l'histoire de la manière dont l'espèce humaine s'est constituée en force géologique, c'est inventer une forme d'histoire universelle « négative », puisqu'il est impossible de reconstituer « l'expérience » d'un universel comme l'espèce humaine.

L'histoire sociale avec quelques degrés de plus

Ce plaidoyer est d'autant plus étonnant qu'il provient d'un historien du colonialisme et de l'un des représentants les plus éminents de la démarche « compréhensive » en histoire et en sciences sociales. Cette dernière, par opposition à la démarche « explicative », cherche à comprendre les phénomènes historiques à hauteur d'homme et de femme, et non pas en prenant le point de vue surplombant du savant qui en sait toujours davantage que les individus dont il explique les comportements. Universitaire reconnu, professeur d'histoire à la prestigieuse université de Chicago, D. Chakrabarty est en effet un spécialiste d'histoire sociale connu pour ses travaux sur la classe ouvrière du Bengale pendant l'époque coloniale,

LE CENTENAIRE D'UNE AUTRE AMÉRIQUE: WOODY GUTHRIE, 1912-2012

À PROPOS DE

Joe Klein, *Woody Guthrie, A Life*, New York, Delta Book, 1980, 512 p., 13,60 \$; Ed Cray, *Ramblin' Man, The Life and Times of Woody Guthrie*, New York, W. W. Norton & Company, 2004, 512 p., 29,95 \$; Robert Santelli et Emily Davidson (dir.), *Hard Travelin': The Life and Legacy of Woody Guthrie*, Hanovre, Wesleyan University Press, 1999, 280 p., 22,95 \$; et Will Kaufman, *Woody Guthrie, American Radical*, Champaign, University of Illinois Press, 2011, 304 p., 29,95 \$.

* Laurent Lévy est l'auteur du *Spectre du communautarisme* (Éditions Amsterdam, 2005) et de *La « Gauche », les Noirs et les Arabes* (La Fabrique, 2010). Il est membre du comité de rédaction de la *RdL*.

Le chanteur, chroniqueur et romancier Woody Guthrie aurait eu cent ans en 2012. À l'occasion de ce centenaire, Laurent Lévy présente cette personnalité majeure de la culture populaire et de la politique radicale américaine, à travers la lecture de quelques ouvrages qui lui ont été consacrés, dont le plus récent, *Woody Guthrie, American Radical*, de Will Kaufman, s'attache à l'aspect politique du personnage. Par LAURENT LÉVY*

Woody Guthrie est mort dans une Amérique dont il n'était déjà plus le témoin. Ce sont les sixties agitées et militantes, l'époque des grandes luttes pour les droits civiques, contre la guerre du Vietnam, pour l'émancipation de la jeunesse. L'époque où la « nouvelle gauche » remplace déjà la « vieille »¹. C'est le temps de la grande renaissance de la *folk song* et de sa fusion avec les cultures issues du rock et de la *country music*. Bientôt Woodstock. Certaines des idoles de ce temps – Bob Dylan, Joan Baez, Tom Paxton, Phil Ochs – ont elles aussi une idole : Woody Guthrie, qui meurt après quinze ans de silencieuse agonie, victime de la maladie de Huntington, dégénéres-

cœur s'est arrêté de battre. Qu'aucun livre en français ne soit à ce jour disponible sur cette figure essentielle est un indice du degré d'insularité de notre culture ; on peut espérer qu'entre le centenaire de sa naissance et le cinquantenaire de sa mort, certains éditeurs prendront le risque de faire mieux connaître – voire de faire connaître – cette grande voix de l'autre Amérique.

« Il était, écrit de lui son ami Studs Terkel, un rude morceau de cuir, et un plus rude encore, plus gros morceau d'homme. » La vie de Woody Guthrie est un roman : cela ne simplifie pas le travail des biographes. D'autant moins que, d'une part, Guthrie a lui-même publié un roman partielle-

Qu'aucun livre en français ne soit à ce jour disponible sur cette figure essentielle qu'est Woody Guthrie est un indice du degré d'insularité de notre culture.

cence neurologique génétique qui l'a petit à petit privé de ses fonctions motrices, jusqu'à l'empêcher de faire autre chose que répondre « oui » ou « non » d'un geste imprécis aux questions que lui posent les quelques proches qui ne l'ont pas oublié.

Dire à quel point cette Amérique en ébullition est son héritière, dans sa grandeur comme dans ses contradictions, c'est énoncer une évidence méconnue. Les deux grandes biographies qui lui ont été consacrées (Joe Klein, *Woody Guthrie, A Life*, 1980 et Ed Cray, *Ramblin' Man, The Life And Times Of Woody Guthrie*, 2004) permettent d'en prendre la mesure. On n'aura fait le tour, ni du personnage, ni de sa bibliographie si l'on n'ajoute à ces livres *Hard Travelin', The Life and Legacy of Woody Guthrie* (1999), dirigé par Robert Santelli et Emily Davidson, et *Woody Guthrie, American Radical* (2011), par Will Kaufman, qui inaugurent sans doute le flot attendu des publications du centenaire.

Woody Guthrie est en effet né il y aura cent ans le 14 juillet 2012, le *Bastille Day* comme disent les Américains ; il est mort cinquante-cinq ans plus tard, le 3 octobre 1967, si tant est que sa mort si longue puisse être assignée au seul jour où son

ment autobiographique (*Bound for Glory*, dont une traduction avait été publiée par les éditions 10/18 sous le titre *En route pour la gloire* et dont Hal Ashby a tiré un film où David Carradine joue le rôle de Guthrie) qui – il s'agit après tout d'un roman ! – prend quelques libertés avec le déroulement réel des choses ; et que, d'autre part, il existe une image d'Épinal sur la vie de Guthrie. Et l'on sait qu'aux États-Unis, c'est un principe général, exprimé dans sa perfection dans le grand film de John Ford, *L'Homme qui tua Liberty Valence* : si elle vous semble plus belle que la vérité, *Print the legend!*, imprimez la légende ! Or Guthrie est d'abord une légende. Comme souvent les légendes, elle n'est pas sans support dans la réalité, et c'est ce qui la rend fascinante. Commençons donc par elle.

La première identification du Guthrie de la légende est celle de ce qu'il appelle lui-même *son peuple* : celui des « Okies », les réfugiés, exilés, migrants des grands espaces des États du sud – Oklahoma, Texas, Tennessee, Kansas, Géorgie – chassés par la misère, les vents de poussière et les spéculateurs de leurs terres, et qui devaient prendre la route pour la Californie, au cœur de la crise des années 1930. Ceux-là mêmes dont John





SARTRE, UN « SOCIALISTE RÉVOLUTIONNAIRE »

À PROPOS DE

Ian H. Birchall, *Sartre et l'extrême gauche française. Cinquante ans de relations tumultueuses*, trad. É. Dobenesque, Paris, La Fabrique, 2011, 414 p., 18 €.

*Michel Kail a été membre du Comité de rédaction de la revue *Les Temps Modernes* de 1986 à 2007, il est codirecteur de la revue *L'Homme et la société*. Son dernier ouvrage paru est *Jean-Paul Sartre, conscience et subjectivité* (Paris, SCÉRÉN, 2011).

L'engagement politique de Sartre ayant fait l'objet de nombre de travaux, analyses et autres études, le sujet semble épuisé. En proposant de rouvrir ce dossier que l'on pouvait penser clos, Ian Birchall propose dans *Sartre et l'extrême gauche française* un projet ambitieux alliant approches historique et philosophique. Michel Kail nous en offre ici une lecture qui met l'accent sur la question de la séparation entre œuvre et engagement, et celle de l'opposition entre contexte et situation, et qui analyse l'approche méthodologique que mobilise Ian Birchall pour réexplorer le personnage de Sartre. Les concepts sartriens sont-ils applicables à l'analyse du parcours politique de leur auteur ? Par **MICHEL KAIL***

Dans *Sartre et l'extrême gauche française*, Ian Birchall a choisi de s'intéresser au Sartre politique. Ignore-t-il qu'un tel intérêt a depuis longtemps été invalidé ? N'a-t-il pas été prévenu que la question a définitivement été réglée par la sentence « avoir tort avec Sartre, avoir raison avec Aron » si complaisamment répétée ? Soit on se range du côté sartrien et, empruntant la voie de l'erreur, on se condamne à l'impuissance, soit on retient l'option aronienne, et, la voie étant toute tracée, il n'y a plus qu'à la suivre. Une telle appréciation – et sans doute est-ce là sa vocation – n'offre d'alternative qu'en apparence car, dans les deux cas, celui de la politique confondue avec une comédie des erreurs

Sartre alors qu'il en existe déjà tant et que le philosophe déclarait sans ambages qu'il n'avait jamais rien appris dans les ouvrages écrits sur lui. Mais il s'empresse de surmonter ce découragement en invoquant la richesse de l'œuvre qui offre ainsi la possibilité de découvertes à un lecteur attentif et empathique, également soucieux de rectifier certaines erreurs trop souvent reproduites.

Lecteur attentif et empathique, Birchall l'est incontestablement en délimitant strictement l'objet de son analyse, à savoir retracer toute l'évolution politique de Sartre, en s'attachant particulièrement aux rapports qu'il a entretenus avec le stalinisme en général, et son représentant

N'y a-t-il pas quelque légèreté à accéder à l'œuvre par le biais des prises de position politiques, comme s'il s'agissait d'éclairer celle-là par celles-ci ?

ou celui d'un réalisme soumis aux impératifs de l'objectivité de l'expert, l'engagement politique est frappé d'inanité.

Aussi pouvons-nous mieux comprendre l'acharnement mis à « ringardiser » Sartre qui écrivait : « Car c'est en changeant le monde qu'on peut le connaître. Ni la conscience détachée qui survolerait l'univers et ne pourrait prendre de point de vue sur lui, ni l'objet matériel qui reflète un état du monde sans le comprendre ne peuvent jamais « saisir » la totalité de l'existant dans une synthèse – fût-elle purement conceptuelle. Seul le peut un homme en situation dans l'univers, totalement écrasé par les forces de la nature et qui les dépasse totalement par son projet de les capter¹. » L'engagement politique ne vient pas en plus de l'activité de connaissance, il en est un élément constitutif. L'indignation n'est pas seulement une vertu morale, mais épistémologique.

Toute l'activité politique de Sartre, rien que l'activité politique

Ian Birchall avoue qu'il ne peut s'empêcher d'éprouver une forme de culpabilité au moment de s'engager dans la rédaction de son ouvrage : un commentaire de plus consacré à l'œuvre de

français le PCF en particulier, ainsi qu'avec la gauche antistalinienne. Concentrant son analyse sur l'attitude politique de Sartre, constituée en objet propre, Birchall nous prévient que les références à l'œuvre n'interviendront que pour autant qu'elles concernent spécifiquement l'engagement politique. Cette précision ne manque pas de susciter une objection qui se voudrait de principe : comment prendre en compte les engagements politiques d'un auteur à l'œuvre abondante et reconnue tout en la tenant à distance et en faisant comme si elle ne jouait pas un rôle décisif dans l'orientation de ses engagements ? Plus encore, n'y a-t-il pas quelque légèreté à accéder à l'œuvre par le biais des prises de position politiques, comme s'il s'agissait d'éclairer celle-là par celles-ci ?

La lecture de l'ouvrage nous a convaincus que l'objection méritait d'être levée. En effet, Birchall donne un exposé *complet* de l'activité politique de Sartre et fournit ainsi un ensemble fiable à qui serait tenté d'examiner systématiquement les rapports entre Sartre écrivain et Sartre politique. On peut ajouter à cet argument que la conclusion ne saurait être directe de la philosophie à la politique, si bien que cette dernière jouit pour le moins

SAINT GEORGES ET LE DRAGON

REJETER LA LANGUE COLONIALE

À PROPOS DE

Ngugi wa Thiong'o, *Décoloniser l'esprit*, trad. S. Prudhomme, Paris, La Fabrique, 2011, 168 p., 15 €.

*Pascale Casanova enseigne la littérature à Duke University. Elle est l'auteure de *Beckett l'abstracteur. Anatomie d'une révolution littéraire* (Seuil, 1997) et de *La République mondiale des lettres* (Seuil, 2008 [1999]) qui a été traduit dans une douzaine de langues. Dernières publications : *Des littératures combattives. L'internationale des nationalismes littéraires* (dir., Raisons d'agir, 2011) et *Kafka en colère* (Seuil, 2011)

Vingt-cinq ans après sa parution, *Decolonizing the Mind* de Ngugi wa Thiong'o est enfin traduit en France. Dans ce texte, devenu une référence dans de nombreux pays, l'auteur, écrivain et universitaire anglophone, explique son choix définitif pour la langue kikuyu dans ses écrits fictionnels et son abandon de l'anglais, instrument ultime de la colonisation. Opposant le choix politique radical de Ngugi aux parcours littéraires de grands auteurs francophones de la Négritude, comme Césaire et Senghor, Pascale Casanova affirme l'actualité et la nécessité du projet ngugien dans un contexte francophone où cette question brille par son absence. Par **PASCAL CASANOVA***

« **À** la conférence sur la littérature du Commonwealth, écrit ironiquement Salman Rushdie, j'ai parlé avec le poète australien Randolph Stow, l'Antillais Wilson Harris, le Kenyan Ngugi wa Thiong'o, Anita Desai de l'Inde et la romancière canadienne Aritha Van Herk. J'ai été convaincu qu'il était impossible de dire ce que pouvait raisonnablement signifier la "littérature du Commonwealth". Van Herk parla avec éloquence du problème posé par la nécessité de tracer des cartes imaginaires du grand vide canadien, Wilson Harris s'élança dans de grands envols de lyrisme métaphysique, Anita Desai parla en murmures de son roman, et je me demandai ce qu'on pouvait bien lui trouver en commun avec le marxiste engagé Ngugi, un écrivain ouvertement politique, qui exprima son rejet de la langue anglaise en lisant son œuvre en swahili, avec une version en suédois lue par son traducteur, ce qui nous laissa complètement abasourdis¹. » Si Rushdie ignore le kikuyu, comme (presque) tout le monde, il comprend le rejet de l'anglais. Ngugi est le premier écrivain africain qui ait refusé la règle tacite du jeu colonial : la domination linguistique. L'un des premiers qui ait à la fois pointé l'évidence de l'usage des langues européennes comme langues littéraires africaines et qui l'ait courageusement et explicitement refusé. Le seul (jusqu'ici) qui ait écrit un livre d'adieu à l'anglais, en anglais, pour s'expliquer sur son choix, politique autant que littéraire. Ngugi n'écrit plus de fictions en anglais depuis l'écriture de ce livre il y a vingt-cinq ans (1986). Il écrit désormais dans sa langue maternelle : le kikuyu.

C'est une révolution symbolique que, nous Français, nous n'avons pas perçue. *Decolonizing the Mind* est aujourd'hui un classique partout dans le monde, et nous sommes les derniers en date à le traduire. Nous n'y avons rien compris. Quoi ? Ils voudraient écrire en langues africaines ? Mais ils seraient fous – quand nous leur avons fait un si beau cadeau ! Un peu forcé il est vrai, mais enfin, cela en valait la peine ! Senghor l'a dit lui-même dans son fameux article « Le français, langue de culture » qui, une fois encore, faisait quelques variations sur le français langue de l'universel, et dans lequel il affirmait qu'il préférerait « pour tout dire, la syntaxe de la raison à celle de l'émotion² ».

Il y avait l'in vraisemblable étendue de sa dépendance : « Je pense en français, je m'exprime mieux en français que dans ma langue maternelle³. » Comme s'il était entendu que Senghor et Césaire aient été aveuglés par la langue, soumis de façon évidente devant l'instrument par excellence de la violence coloniale. Benjamin Péret écrivait ainsi à propos de ce dernier : « J'ai l'honneur de saluer ici le premier grand poète noir qui a rompu ses amarres et s'élança, sans se préoccuper d'aucune étoile polaire, d'aucune croix du Sud intellectuelle, avec pour seul guide son désir aveugle⁴. » Curieuse façon de rompre les amarres... Comme si écrire en français était une si belle chose qu'il était tacitement entendu qu'« ils » dussent « nous » en remercier. Tout se passe comme si, chez « nous », la question de la langue d'écriture imposée aux colonisés ne se posait pas. Césaire « s'est senti Africain » mais il est soigneusement resté dans le giron français...

Comme l'a magnifiquement dit Wole Soyinka, critiquant l'intellectualisme de la Négritude : « Le tigre ne proclame pas sa tigritude. Il bondit sur sa proie et la dévore. » Le *Cahier d'un retour au pays natal* et plus encore le *Discours sur le colonialisme* – dans lequel Césaire affirme notamment que « la colonisation travaille à déciviliser le colonisateur, à l'abrutir au sens propre du mot, à le dégrader, à le réveiller aux instincts enfouis, à la convoitise, à la violence, à la haine raciale, au relativisme moral », et qu'« Au bout [...] de cet orgueil racial encouragé, de cette jactance étalée, il y a le poison instillé dans les veines de l'Europe, et le progrès, lent, mais sûr, de l'ensauvagement du continent⁵ » – sont, certes, de magnifiques protestations, de grandioses refus, des malédictions apparemment beaucoup plus virulentes que celles de Ngugi, mais comparés à ses actions concrètes, ce ne sont que des imprécations rhétoriques, de la « Poésie » qui a fini au Panthéon.

Ngugi tient à souligner la contradiction politique dans laquelle étaient pris les poètes francophones : « en récompense de ses loyaux services, Senghor s'est vu gratifier d'une place d'honneur à l'Académie française », écrit-il (p. 43). « Nous » sommes le Prospero de la pièce de Shakespeare qui s'écrie : « je t'ai pris en pitié, je me suis donné la peine de t'apprendre à parler ; alors que toi-même – sauvage

ANÍBAL QUIJANO

ET LA COLONIALITÉ DU POUVOIR

À travers la figure de Quijano, toute une trajectoire de la gauche intellectuelle latino-américaine se dessine. Tandis que les approches classiques des formations sociales d'Amérique latine inscrivaient les réalités indigènes et la spécificité des projets de développement dans un cadre marxiste, ou encore dans une sociologie de la dépendance, Quijano incarne, à l'orée des années 1990, une refonte des savoirs sur l'histoire de l'Amérique latine et des luttes indigènes. Critique de l'emprise eurocentrique sur les savoirs et les formes de vie existantes, il propose de (re)penser la hiérarchie raciale comme dimension constitutive du projet de la modernité capitaliste occidentale, à travers le prisme du concept de « colonialité du pouvoir ». Un groupe de chercheurs et de chercheuses s'est progressivement cristallisé autour de la notion pour lui donner toute son ampleur, et procéder à la critique des savoirs eurocentriques.

Par **EMMANUEL DELGADO HOCH*** et **FÉLIX BOGGIO ÉWANJÉ-ÉPÉE****

*Emmanuel Delgado Hoch est éditeur.

**Félix Boggio Éwanjé-Épée est étudiant et membre du collectif éditorial de la *RdL*.

Le caractère eurocentrique du capitalisme comme système mondialisé n'est pas un problème nouveau : on sait depuis les travaux d'Immanuel Wallerstein que l'émergence du capitalisme supposait une polarisation entre centre et périphérie et que l'expansion coloniale européenne était une dimension constitutive des premières phases de l'accumulation capitaliste. Mais il est possible de montrer une coïncidence plus profonde encore entre l'eurocentrisme, la naissance du capitalisme et la modernité occidentale. Elle consiste à saisir la découverte européenne des Amériques et le rôle qu'y a joué l'impérialisme ibérique comme

milieu des années 1950, cet intellectuel péruvien commence par publier une sélection des écrits de José Carlos Mariátegui, connu pour son analyse marxiste hétérodoxe de la réalité péruvienne.

Il faut noter ici que ce geste fondateur n'a rien d'anodin dans la carrière intellectuelle de Quijano. On peut dire que l'essentiel de son travail autour de la colonialité du pouvoir consista à pousser jusqu'à leurs ultimes conséquences certaines intuitions déjà présentes dans l'œuvre de Mariátegui, qui était à l'époque l'une des références invoquées par tous les marxistes latino-américains. Mais, dans ses écrits des années 1970, le pas est

L'asymétrie entre les nations, le fait que certaines nations soient dépendantes des autres ou dominées par d'autres au travers de l'« échange inégal », l'endettement ou l'occupation militaire, sont à la fois les produits et les conditions nécessaires du développement capitaliste à l'échelle mondiale.

éléments fondateurs de la matrice intellectuelle de l'Europe moderne, comme points de départ d'un développement capitaliste eurocentré. Dans cette perspective, la race et le racisme ne sont pas des conséquences funestes venant légitimer un ordre international inégalitaire : elles font partie de la colonialité du pouvoir (moderne), qui ne saurait se réduire aux structures coloniales telles qu'elles se sont formalisées entre le XVIII^e et la fin du XIX^e siècle. La colonialité est l'autre face de la modernité, son « côté obscur » : dans cette perspective, les mutations socio-économiques ainsi que les sédimentations cognitives et épistémiques de la Renaissance puis des Lumières européennes sont lues à la lumière de 1492, du monde qui s'édifie à compter de cette date.

De la sociologie de la dépendance à l'américanité

Le parcours d'Aníbal Quijano ne semble pas, au départ, se distinguer de celui des intellectuels critiques latino-américains de sa génération. Au

loin d'être franchi : son approche de la question de la composante indigène du pays exprime plus l'engagement d'un marxiste classique se confrontant à la réalité indigène que l'élaboration d'un nouveau paradigme qui ferait de la race une dimension centrale des rapports sociaux de pouvoir. Quijano est à l'époque célèbre pour son *Nationalism and Capitalism in Peru*, paru en 1971, dans lequel on peut certes trouver une analyse des formes du capitalisme, des multinationales, de l'impérialisme et de la stratification des classes qui en découle, mais où la question indigène n'est, elle, quasiment jamais abordée. Quijano est alors un partisan, et ce jusqu'aux années 1990, d'une sociologie de la dépendance.

Ce courant, issu du marxisme, qui comprend des figures aussi variées qu'Immanuel Wallerstein, Samir Amin ou André Gunder Frank, envisage le capitalisme comme partie prenante d'un système-monde auquel il est coextensif¹. On a parfois pu dire que ce système-monde représente le « capitalisme réellement existant ». Il s'agit de

LE TRAVAIL DES ENFANTS : LES ENJEUX D'UNE CONTROVERSE

L'opposition de principe au travail des enfants semble *a priori* faire l'unanimité. Loin de créer la polémique en Occident, ce refus est pourtant plus complexe qu'il n'y paraît dans d'autres régions du monde. Des syndicats d'enfants travailleurs se sont constitués et appellent ainsi à une législation définissant la notion de travail appliquée aux enfants et encadrant leurs conditions de travail et de rémunération, afin d'empêcher toute forme d'exploitation. Certains revendiquent même l'obtention d'une reconnaissance de leur droit au travail. La mise en place d'une législation interdisant le travail des enfants contribuerait à leur précarisation en niant la réalité de leurs besoins et de leurs contextes sociaux-économiques. Il s'agit donc ici, à la lumière de la situation réelle, de travailler à inventer une nouvelle définition du statut juridique et politique de l'enfant. Par **AURÉLIE LEROY***

*Aurélie Leroy est historienne et chargée d'études au Centre tricontinental (Belgique). Elle a coordonné l'ouvrage *Contre le travail des enfants ?* (Syllepse/CETRI, « Alternatives Sud », 2009).

Contre le travail des enfants ?

Parler du travail des enfants n'est pas chose facile. Certes, plus de vingt ans après l'adoption de la convention des droits de l'enfant par l'Assemblée générale des Nations unies, la lutte contre le travail des enfants a considérablement gagné en puissance et en visibilité. Mais, malgré des résultats significatifs, comme l'adoption de la convention 182 de l'Organisation internationale du travail (OIT) sur les pires formes de travail des enfants et l'émergence d'un mouvement mondial contre le travail des enfants, la charge émotionnelle et morale attachée à cette question tend à masquer la complexité du problème. Le travail des enfants est souvent considéré comme une pratique archaïque et indigne, qu'il faudrait condamner par principe. Or, si il inclut effectivement des zones d'exploitation qui récla-

et de « mauvaises » formes de travail. Mais alors, où tracer la ligne de partage ?

Un concept situé historiquement et géographiquement

À envisager le phénomène d'un peu plus près, le consensus autour de l'opposition de principe au travail des enfants pourrait rapidement s'effriter. En effet, condamner par principe ce phénomène en le considérant comme une réalité unifiée revient à universaliser un concept qui a pourtant une origine précise et doit pour beaucoup sa définition à son histoire. Le concept de travail des enfants est un concept *made in Europe* qui a connu son « heure de gloire » au moment de la Révolution industrielle. L'enfant était alors un acteur clé de la sphère productive, doté d'une valeur économique et soumis

Le concept de travail des enfants est un concept made in Europe qui a connu son « heure de gloire » au moment de la Révolution industrielle. L'enfant était alors un acteur clé de la sphère productive, doté d'une valeur économique et soumis à des travaux dangereux.

ment une condamnation immédiate, ce n'est pas là le tout de sa réalité. Le travail des enfants recouvre une variété infinie de situations singulières qui s'inscrivent dans des contextes spécifiques à telle ou telle société ou communauté, et qui appellent donc des jugements et des actions différents.

Le travail des enfants n'est pas homogène, mais se décline de bien des façons : contraint ou choisi, réalisé au sein de la famille ou pour un tiers, rémunéré ou non, visible ou caché, partiel ou à temps plein. L'enfant peut être scolarisé ou non, isolé ou dans sa famille, travailler à son compte ou pour celui d'un employeur, être exploité ou au contraire bien traité.

Dès lors, se dire « opposé au travail des enfants » ne suffit pas : il s'agit de préciser ce qu'on entend par là. Vise-t-on l'interdiction de toutes les formes de travail des enfants, ou seulement de celles qu'on considère comme « inacceptables » ? Dans ce dernier cas, on estime donc qu'il existe de « bonnes »

à des travaux dangereux. La crainte de bien des familles était alors moins la surcharge que la pénurie de travail pour l'enfant. Ce n'est qu'ensuite que le mouvement en faveur de l'éducation obligatoire a contribué à faire reculer le phénomène du travail des enfants dans les pays industrialisés.

Cette mise en perspective n'est pas inutile, en ce qu'elle nous rappelle que nos conceptions de l'enfance et du travail sont situées dans le temps et l'espace. Dans les sociétés occidentales, l'enfance est désormais perçue comme une période à haut risque, qui nécessite la protection de la part du monde adulte. L'enfance est considérée comme une période d'insouciance et d'absence de contraintes, ainsi que comme un temps d'apprentissage. C'est sur cette base que le travail des enfants apparaît comme un fléau et l'enfant travailleur comme une victime. L'école et la famille sont en effet devenues les seuls lieux de socialisation valorisés, les seuls supposés structurants. Le fait

SCIENCES : LE SACRE DU CITOYEN ?

On annonce de toute part « le sacre de l'amateur », l'avènement de la « démocratie technique » et des « sciences citoyennes »... Est-ce de l'optimisme béat ? Qu'en est-il réellement de la place des citoyens dans la production des savoirs légitimes aujourd'hui ? Et comment cette place s'est-elle négociée et renégociée dans l'histoire ? Voici un état des recherches sur la question.

Par **CHRISTOPHE BONNEUIL***

* **Christophe Bonneuil** est historien des sciences au CNRS. Il est l'auteur de *Gènes, pouvoirs et profits* (avec Frédéric Thomas, Quae-FPH, 2009) et de *Science, politique et société* (avec Pierre-Benoît Joly, La Découverte), à paraître en 2012.

Le XXI^e siècle sera-t-il le siècle d'un nouvel amateurisme dans les sciences et de l'avènement d'une démocratie technique ? Nombre de travaux récents mettent l'accent sur l'affirmation d'une « recherche de plein air », d'une « science citoyenne », de l'« innovation distribuée », de « patients sentinelles », de « pro-am » (« professionnel-amateur »), d'un « mode 2 » de la production des savoirs. À la faveur d'un retour de l'incertitude (risques, environnement, avenir...) qui déstabiliserait les anciennes hiérarchies et délégations de savoir, et grâce aux formidables potentialités des nouvelles technologies de l'information et de

devoir du citoyen. La « *qualité de savant* » constitue une figure de la citoyenneté, non une profession, et la justification civique d'une science citoyenne cultivée par chacun prime sur la justification fonctionnelle de la spécialisation¹. Pourtant dès l'époque de Kant, la place de l'amateur recule déjà. En cette même année 1784, l'Académie royale de médecine de Paris condamne les cures magnétiques des médecins mesméristes. Cette affaire, étudiée par le grand historien Robert Darnton met au jour ce qu'il n'hésite pas à nommer « *la fin des Lumières* », à savoir une facette autoritaire, disciplinaire, de la science institutionnalisée (Darnton, 1984). Après

Au XVIII^e siècle, la « qualité de savant » constitue une figure de la citoyenneté, non une profession, et la justification civique d'une science citoyenne cultivée par chacun prime sur la justification fonctionnelle de la spécialisation.

la communication (NTIC), nous entrerions enfin dans une « société de la connaissance », un nouvel âge des Lumières. Entre prophéties béates et recherches serrées, les travaux historiques et sociologiques se sont multipliés ces dernières années sur la diversité des façons de produire des connaissances, sur les tensions politiques entre celles-ci, sur la place des praticiens et des citoyens dans la production des savoirs légitimes aujourd'hui et dans l'histoire.

L'autre face des Lumières

Au XVIII^e siècle, seuls quelques académiciens étaient fonctionnaires et l'amateur incarnait une figure noble et désintéressée du rapport au savoir. Comme l'a montré Daniel Roche dans *La France des Lumières*, l'amateurisme scientifique, pratique principalement aristocratique, fleurissait d'un vaste réseau de sociétés savantes et de salons qui se dotaient de leurs propres hiérarchies de prestige.

Répondant en 1784 à la question *Qu'est-ce que les Lumières ?* Emmanuel Kant prône l'émancipation humaine par la recherche active du savoir. Pour sortir de l'« état de minorité », il propose « que le public s'éclaire lui-même » par la généralisation de l'usage public de la raison. *Sapere aude* : ose savoir par toi-même sans t'en remettre aux autorités. La recherche du savoir devient un droit et un

le magnétisme, ce seront l'hypnose puis la phytothérapie qui seront exclus du champ de la science médicale tandis que l'agriculture biologique sera disqualifiée par l'agronomie officielle du XX^e siècle. L'historienne environnementale féministe Carolyn Merchant date cette intolérance scientifique de la Révolution scientifique elle-même, en montrant comment celle-ci s'accompagna de l'exclusion du champ de la connaissance légitime de certaines formes populaires de connaissance et des personnes qui les portaient : sages-femmes, herboristes ou guérisseuses (Merchant, 1980). Outre l'horizon de la vérité, c'est aussi l'horizon des objets dignes d'attention, de la curiosité légitime, qui se déplace : alors qu'au XVII^e siècle, les « merveilles » et autres événements locaux, étranges et singuliers, avaient capté l'attention des philosophes naturels et alimenté la sensibilité empirique de la Révolution scientifique, les savants du XVIII^e et du XIX^e siècles privilégient l'étude de phénomènes obéissant à des lois générales, délaissant à des amateurs disqualifiés l'étude des phénomènes singuliers (Daston et Park, 1998).

Des Lumières au fordisme : la déchéance de l'amateur

Mais c'est à partir du XIX^e siècle que la figure de l'amateur est profondément disqualifiée, réduite à



LES DIX COMMANDEMENTS DU PARFAIT MILITANT

EXPÉRIMENTATIONS
POLITIQUES

Maîtrisez-vous l'impression de tracts à la Ronéo ? Seriez-vous prêt, en tant que leader d'un mouvement, à vous laisser destituer ? Quels sont les piliers d'une lutte correctement organisée ? Slavoj Žižek cohabite-t-il avec Roosevelt sur votre table de chevet ?... Les conseils de **MIKE DAVIS*** aux militants de tout poil.

Récemment, au Canada, une amie m'a demandé si le mouvement « Occupy Wall Street » pouvait tirer une quelconque leçon des mouvements de protestations des années 1960. Je lui ai répondu que l'un des rares souvenirs à peu près clairs que j'en avais conservé – c'était il y a plus de quarante-cinq ans –, était justement d'avoir fait le vœu de ne jamais, jamais, devenir un vieux schnock avec des leçons à transmettre.

Mais elle a insisté, et sa question a fini par éveiller ma propre curiosité. Qu'est-ce que, en fin de compte, je pouvais retenir d'une vie entière passée à me frotter à l'activisme ?

Bon, sans équivoque, je suis devenu un spécialiste, capable d'extirper mille tracts d'une Ronéo à la santé fragile, jusqu'à ce qu'elle se désintègre.

Troisièmement, les manifestants doivent subvertir la tendance permanente des médias à la métonymie, c'est-à-dire à la désignation du tout par l'une de ses parties, d'un groupe par l'un de ses individus. (Par exemple, n'est-il pas étrange que nous commémorions un « Martin Luther King Day », plutôt qu'un « Civil Rights Movement Day » ?) Les porte-parole doivent être régulièrement changés, et, quand nécessaire, abattus.

Quatrièmement, le même avertissement vaut pour les relations existant entre le mouvement et les individus qui y participent en tant que bloc organisé. Je crois très sincèrement à la nécessité d'une gauche révolutionnaire organique, mais ces groupes ne peuvent prétendre à l'authenticité qu'à condition d'accorder la priorité à la construction

Ce texte a initialement été publié sur le site *The Rag Blog* (<http://theragblog.blogspot.com>) le 17 novembre 2011.

* **Mike Davis** est professeur d'histoire à University of California, Riverside, et membre du comité de rédaction de la *New Left Review*. Il est notamment l'auteur de *City of Quartz* (La Découverte, 2003) et du *Stade Dubaï du capitalisme* (Les Prairies ordinaires, 2007).

Le boulot d'un bon organisateur, comme on le disait souvent à l'époque du mouvement pour des droits civiques, c'est d'organiser son retrait, et de se débrouiller pour ne jamais devenir indispensable.

(J'ai promis à mes enfants de les emmener l'un de ces jours au Smithsonian admirer ces engins du diable qui ont tant apporté au mouvement pour les droits civiques et aux mouvements anti-guerre).

Sinon, je me souviens surtout d'un certain nombre d'injonctions que m'avaient faites mes camarades plus âgés et plus expérimentés, et que j'avais mémorisées comme mes Dix Commandements personnels (comme ceux que l'on peut trouver dans un livre de diététique ou dans certains tracts bien tournés).

Les voici, pour ce que ça vaut :

Tout d'abord, l'impératif catégorique, c'est l'organisation ; ou plutôt, faciliter l'auto-organisation des autres individus. Catalyser, c'est bien, mais organiser, c'est mieux.

Deuxièmement, les dirigeants du mouvement doivent être temporaires et toujours susceptibles d'être destitués. Le boulot d'un bon organisateur, comme on le disait souvent à l'époque du mouvement pour des droits civiques, c'est d'organiser son retrait, et de se débrouiller pour ne jamais devenir indispensable.

de la lutte, et qu'ils s'interdisent d'avoir un agenda politique secret aux yeux des autres participants.

Cinquièmement, comme nous l'avons appris à la dure dans les années 1960, la démocratie consensuelle n'est pas équivalente à la démocratie participative. À l'échelle des communautés ou des groupes d'affinité, la prise de décision par consensus peut très bien fonctionner, mais, dès qu'il s'agit d'une lutte de plus longue durée ou réunissant plus d'individus, le passage à une forme de démocratie représentative est essentiel pour permettre la participation la plus égale et la plus grande possible. Le diable, comme toujours, est dans les détails : il convient de s'assurer que tout délégué peut être démis de ses fonctions, de formaliser le droit des minorités politiques afin qu'elles soient représentées politiquement, et ainsi de suite.

Je sais que c'est une hérésie de le dire, mais les bons anarchistes, ceux qui croient à l'action concertée et à l'autogouvernement de la base, trouveraient des enseignements de grande valeur dans le *Robert's Rules of Order*¹ (considéré comme un outil technique utile pour les discussions organisées et les prises de décision).

